

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 avril 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le sept avril à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

**Excusés :** FAURE Cécile donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à DAUMAS Jacques, VERNEDE Corinne donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, LEYNAUD Michel donne procuration à LOYET André, MARRON Corentin donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à HADDAD Catherine, JOLY Delphine donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ARMAND Michel donne procuration à BOYER Alain, ROUX Patricia donne procuration à PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé donne procuration à GUIBERT Alexandra

**Absent :** KAPPEL Roger

**Secrétaire de séance : Alain BOYER**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2025-061**

**31 mars 2025**

**OBJET : Garantie de rachat à EPORA des locaux commerciaux rue Valleton /  
Boulevard Gambetta**

Transmis au  
représentant de l'Etat le : 10 AVR. 2025  
Affiché le :  
Notifié le : 10 AVR. 2025

**Vu** l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;  
**Vu** les statuts de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas compétente en matière de plan local d'urbanisme, qui emporte transfert automatique des compétences en matière de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé ;  
**Vu** la convention de veille et de stratégie foncière approuvée le 4 août 2022 entre EPORA, la CCBA et la Commune ;

Considérant que la DIA n°00701924D0279 réceptionnée le 28 novembre 2024 par la commune d'Aubenas concerne la vente par les consorts LAURANS des lots 8 et 9 sis sur la parcelle cadastrée section F n°1333, au 21 rue François Valleton et 8 boulevard Gambetta – 07200 AUBENAS, pour un montant de 40 000 € et que cette parcelle est située dans le périmètre d'application du droit de préemption urbain renforcé de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas,

Considérant l'emplacement réservé ER 4 au profit de la commune d'Aubenas, pour l'aménagement d'un espace public – Porte Valleton, défini dans le PLU approuvé le 22 décembre 2011,

Considérant le programme d'Action Cœur de Ville, et sa fiche action relative aux entrées de ville et à la rénovation de la porte Valleton,

Considérant que la commune d'Aubenas a sollicité la CCBA afin qu'elle délègue son droit de préemption renforcé à EPORA pour acquérir les lots 8 et 9 de la parcelle F 1333 au prix indiqué dans la DIA, à savoir 40 000 € ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'une part de confirmer la demande de préemption et d'autre part de s'engager à racheter ce bien à EPORA, conformément à la convention, à savoir le rachat au prix d'acquisition auquel s'ajouteront les frais annexes de gestion.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité avec 31 voix pour et 1 abstention: (DELAUCHE Henri) :**

- **Confirme** la demande de préemption, par EPORA, des lots 8 et 9 de la parcelle F 1333 au prix de 40 000 €,
- **S'engage** à racheter ce bien immobilier, conformément à la convention, selon le montant de l'acquisition initiale, augmenté des frais de gestion.

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER,  
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))